



Djibouti : Retour sur l'occupation pacifique de l'ambassade de Djibouti en Belgique

Par Dimitri VERDONCK

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications



Analyse

Février 2014

Depuis sa création, l'Association Cultures & Progrès (ACP asbl) s'intéresse de près à la situation politique et sociale en République de Djibouti dont un nombre grandissant de ressortissants trouvent refuge en Belgique. Après la publication d'un ouvrage collectif sur la situation des droits humains à Djibouti à la veille des élections présidentielles de 2011, ACP a mené de nombreuses initiatives et publié plusieurs analyses sur Djibouti. L'Association Cultures & Progrès mène également des projets concrets avec la diaspora djiboutienne d'Europe et de Belgique en particulier.

Le régime au pouvoir depuis 36 ans en République de Djibouti est incarné, depuis 1999, par le président Ismaël Omar Guelleh qui a fait de Djibouti une véritable dictature pratiquant la torture de manière systématique, réprimant violemment toute forme de contestation politique et interdite d'accès à la presse indépendante étrangère. Les principales organisations internationales de défense des droits humains dénoncent la situation sociale et politique qui prévaut à Djibouti ainsi que les constantes violations qui y sont commises par le régime à l'encontre des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. Parmi elles, figurent notamment l'Organisation Mondiale de lutte Contre la Torture (OMCT), la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch (HRW), Amnesty International ou encore la Confédération Syndicale Internationale (CSI-ITUC), pour ne citer que les plus connues et les plus respectées.

Depuis peu, les États partenaires de Djibouti – dont la Belgique, la France, les États-Unis et l'Union européenne – dénoncent eux-mêmes cette situation et s'inquiètent publiquement de la violente répression qui s'abat sur la population djiboutienne. Ce fut notamment le cas l'année dernière au cours de laquelle une résolution du Parlement européen a été adoptée sur la question. Longtemps ignoré de l'opinion publique et des médias internationaux, le sort de la population djiboutienne a ainsi gagné en visibilité au fil des ans, grâce au courage retrouvé des Djiboutiens, grâce aussi au travail de certains opposants et à diverses initiatives auxquelles l'Association Cultures & Progrès a été associée.

C'est par exemple le cas pour ce qui concerne le financement et la publication du premier et unique livre sur la situation des droits humains en République de Djibouti en 2011 ; l'organisation de nombreuses rencontres et de conférences au plus haut niveau ; un lobbying ciblé auprès de personnalités politiques influentes au sein des institutions européennes et internationales notamment ; de nombreuses actions de boycott et des campagnes d'information et de sensibilisation (États, ONU, organisations internationales, ONG et autres lieux de pouvoir politique et économique) ; le soutien actif et multiforme aux défenseurs des droits humains ; la publication de nombreux articles repris dans la presse belge, française et internationale ; la prise publique et régulière de position contre le régime ; la création d'un réseau de journalistes et la poursuite de plusieurs campagnes médiatiques ciblées (presse écrite, radio, télévision, Internet) ; l'organisation de manifestations pacifiques à Bruxelles, Paris et Londres notamment ; le renforcement de la mobilisation citoyenne de la diaspora européenne ; la dénonciation des agissements de la police djiboutienne sur le territoire belge et d'une série d'activités illégales

menées par des proches du régime djiboutien et les associations qui leur servent de couverture en Belgique etc.

C'est dans ce contexte que l'Association Cultures & Progrès a choisi de couvrir un événement qui a fait grand bruit en septembre de l'année dernière. Dans un communiqué de presse, ACP s'était d'ailleurs exprimé publiquement sur les tenants et les aboutissements de cet événement, à savoir l'occupation pacifique de l'ambassade de Djibouti en Belgique par des activistes djiboutiens. Ce communiqué (repris ci-dessous) a été diffusé le jour même de l'occupation, sur le site web de l'Association Cultures & Progrès, pour clarifier les choses et mettre d'avance un terme aux rumeurs et tentatives de désinformation qui nous parvenaient déjà. Quelques mois se sont maintenant écoulés. Dans le présent document, nous revenons donc sur les circonstances exactes et le déroulement précis de cette affaire pour permettre de mieux en comprendre les enjeux.

La dernière visite officielle du président djiboutien en Belgique datait de 2000. Son passage à Bruxelles en septembre 2013 constituait dès lors pour les démocrates djiboutiens de la diaspora, une occasion inespérée de marquer le coup. Pour encourager la population qui résiste à Djibouti dans des conditions très difficiles. Pour montrer que lorsqu'ils ont la liberté de s'exprimer, les Djiboutiens dénoncent clairement la dictature et réclament la chute du régime. Et pour montrer enfin la gravité de la situation aux États partenaires de Djibouti et le fait que le pouvoir djiboutien actuel n'a plus aucune légitimité. Plusieurs opposants pensaient que la manifestation du 16 septembre 2013 ne suffirait pas.

C'est ainsi que quelques jours avant la manifestation, l'activiste Mahamed Robleh Bouralé est venu trouver ACP pour lui confier son intention d'occuper pacifiquement l'ambassade de Djibouti et lui demander de couvrir l'événement avec quelques journalistes. Au nom des activistes impliqués dans l'organisation de ce coup d'éclat, il a assuré qu'il ne ferait pas usage de la force et que leur action prendrait fin dès qu'ils auraient réussi à dérouler leur banderole revendicative sur la façade de l'ambassade pour être filmée et ensuite diffusée dans la presse. Dans ces conditions, ACP a pris quelques conseils juridiques pour s'assurer de la légalité d'une telle action et a ensuite prévenu quelques journalistes (RFI, Belga et la rtbf) pour couvrir l'événement avec eux.

Le 16 septembre 2013 vers 06h00 du matin, Mahamed Robleh est venu chercher le président d'ACP et l'a conduit dans une boulangerie aux alentours de l'ambassade de Djibouti où il a attendu d'être contacté par téléphone. Un peu plus de deux heures plus tard, il a reçu un premier appel de Mahamed Robleh pour lui dire que l'opération était sur le point de commencer. Quelques minutes plus tard, il le rappelait pour lui dire que ses amis et lui étaient à l'intérieur et prêts à dérouler leur banderole sur la façade de l'ambassade... Comme convenu, le président d'ACP a alors appelé les journalistes qui attendaient eux aussi le début de l'action, il a payé ses consommations et s'est immédiatement rendu en face de l'ambassade. Tout semblait s'être déroulé très vite et une banderole flottait déjà sur le haut de la façade.

D'autres personnes assistaient à la scène médusées. De son côté, Mahamed Robleh a alors appelé les journalistes et ACP pour savoir si des images avaient bien été prises et faire part de son intention de quitter les lieux. En quelques minutes l'affaire était faite, et les activistes en route pour le palais de justice où ils comptaient rejoindre les manifestants qui s'étaient donné rendez-vous à la place Poelaert. Sur le trajet Mahamed Robleh Bourale et ses camarades ont fait une halte par les bureaux d'ACP où l'attendait le correspondant de RFI en Belgique, pour une interview « à chaud ».

Prévenu par l'ambassade, le président djiboutien alors en pleine réunion a choisi de mettre un terme à sa visite officielle à Bruxelles. Son passage filmé à l'OTAN cachait mal la colère dans laquelle cette action symbolique l'avait mise. Quant à l'ambassadeur, Badri Bogoreh, il aurait été informé de la prise de l'ambassade en fin de matinée, au sortir du sommet européen sur la reconstruction de la Somalie qui avait lieu au sablon. Le président djiboutien serait parti en voiture avec l'ambassadeur de Djibouti, Badri Bogoreh. Au cours du trajet les menant vers l'hôtel Conrad, l'ambassadeur aurait reçu un sms lui expliquant que son ambassade avait été occupée. Il aurait ensuite rangé son téléphone dans sa poche sans rien dire, comprenant que le président djiboutien était sans doute déjà au courant et qu'il avait visiblement décidé de ne pas en parler avec lui. À leur arrivée à l'hôtel Conrad, dès qu'il y a eu des témoins, le président djiboutien aurait alors interpellé l'ambassadeur en lui demandant sèchement des comptes. L'ambassadeur, consterné, aurait alors tout simplement ri, abasourdi par le comportement du président.

Dès le lendemain, soit le 17 septembre 2013 à 09h38, *Djibouti 24* l'organe de propagande en ligne le plus connu du régime djiboutien a publié un article diffamatoire reprenant sa version des faits. Mêlant, comme toujours, mensonges et vérités dans un langage « fleuri » et très approximatif, les « journalistes » de *Djibouti 24* revenaient en détail sur l'occupation de l'ambassade. Emportés par leur verve et leur volonté grossière de donner le change, les malheureux omettaient un détail important. Le détail qui confirme malgré eux la fraude d'État : celui qui portait plainte et qu'ils nommaient « Abdi Dougsieh » a porté plainte au nom de « David Dalieh » ! Un individu aux identités multiples.

Comme cela était prévisible, le régime djiboutien a immédiatement réagi et tenté d'en faire une affaire d'Etat. Nul doute que les auteurs de cette action seront poursuivis. Quoi qu'il en sorte, l'Association Cultures & Progrès aura assisté ce jour à une action pacifique qui aura eu le mérite de mettre la lumière sur un pays qui intéresse peu, voire pas du tout l'opinion publique européenne. Gageons que d'autres actions de ce type ne seront plus nécessaires et que les partenaires étrangers de Djibouti auront à cœur de se demander pourquoi des citoyens djiboutiens se sentent contraints d'organiser de telles actions pour faire parler de la réalité de leur pays.

Communiqué de presse d'ACP du 16 septembre 2013

Ce lundi 16 septembre 2013, le président djiboutien, Ismael Omar Guelleh, était en visite à Bruxelles où il s'est invité à la table des discussions relatives à la reconstruction de la Somalie. Confrontée à une violente répression de la part du régime dictatorial au pouvoir depuis 36 ans à

Djibouti, la population djiboutienne et sa diaspora en Europe, n'ont pas souhaité laisser le président voyou – comme le surnomment désormais tous les Djiboutiens – venir impunément donner en Europe des leçons de gouvernance au voisin somalien alors qu'il est responsable de la profonde crise politique qui paralyse son propre pays, depuis les élections contestées du 22 février 2013.

Dans le contexte de cette visite, plusieurs actions ont dès lors été organisées par les militants djiboutiens des droits de l'Homme et de la démocratie. Dans les heures et les jours qui viennent, je reviendrai sur ces actions qui ont connu un vif succès et méritent largement d'être médiatisées, commentées et analysées. Certains d'entre ces militants ont également décidé de frapper les esprits de manière marquante en prenant possession provisoirement, pacifiquement et symboliquement de l'ambassade de Djibouti en Belgique. Il faut dire que le ressentiment de la population est très grand, surtout depuis les dernières exactions commises par le régime avec un incroyable mépris pour la vie humaine et en dépit des sévères critiques adressées au dictateur djiboutien par le Parlement européen, le 04 juillet dernier.

Sur ce dernier point, je tiens à souligner qu'avant de mener son action à l'ambassade, le groupe d'activistes a choisi de me contacter pour m'informer, dans les grandes lignes, de son projet et me demander d'en assurer la couverture médiatique. En tant qu'ami de Djibouti, en tant que défenseur des droits de l'Homme et de l'État des droit, ainsi qu'en tant que président de l'Association Cultures & Progrès qui pratique le journalisme associatif, j'ai moi-même alerté plusieurs journalistes et je me suis rendu sur les lieux dès que j'ai été informé de la prise effective de l'ambassade. J'y ai pris des photos et des vidéos. Je ne le regrette pas et j'en suis même plutôt fier. L'isolement médiatique dans lequel se trouve Djibouti est intolérable.

Je n'ai évidemment pas mis un pied dans l'ambassade et je ne m'associe aucunement à l'action qui a été menée. Pour ce que j'en ai vu, je peux témoigner de la parfaite organisation des activistes et du caractère pleinement pacifique de leur action.

Dimitri Verdonck, Président d'ACP asbl